

Veille – semaine du 29 avril 2012

1. GOUVERNANCE ET ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRES

Ontario – Francophonie

2 mai 2012 - L'Union culturelle des Franco-Ontariennes (UCFO) a tenu son Assemblée générale régionale annuelle (AGRA) au Club Alouette le 19 avril dernier. La présidente provinciale de l'organisme, Diane Brissette, a mis la puce à l'oreille pour les changements prévus au cours de l'année à venir. Selon Mme Brissette, il y a énormément de travail pour entamer le plan stratégique qui sera annoncé à l'Assemblée provinciale au mois de juin à North Bay. Le grand défi pour l'UCFO? Comment rejoindre les femmes, surtout les jeunes. Les membres, dont la plupart sont dans la soixantaine, sont de moins en moins actives à mesure qu'elles prennent de l'âge. Certains centres en Ontario ont d'ailleurs dû fermer leurs portes pour cette raison.

<http://www.lerempart.ca/nouvelles.asp?nID=16472>

Canada – Francophonie

30 avril 2012 - Confronté à terme à la perte de la moitié de son financement de la part d'Ottawa, l'hebdomadaire franco-manitobain *La Liberté* doit diversifier ses sources de revenus, en offrant des services de rédaction publicitaire notamment, indique la rédactrice en chef du journal. En entrevue à l'émission Radio-réveil lundi matin, Sophie Gaulin a relaté la situation difficile dans laquelle est plongé son journal depuis 2009. Le financement qu'il reçoit en vertu du Fonds du Canada pour les périodiques baisse davantage chaque année. Si la tendance se maintient, en 2014, *La Liberté* perdra plus de 60 000 \$, soit la moitié de ce qu'il reçoit d'ordinaire, selon Mme Gaulin. « Pour un journal qui faisait, dans les meilleures années [...] un profit de 10 000 \$ ou 30 000 \$ maximum, si on nous coupe 60 000 \$ [...], vous imaginez bien que l'on ne va pas survivre comme ça longtemps en ne faisant que du journal », a exposé Sophie Gaulin, lundi. « Alors, l'avenir c'est que nous sommes en train de mettre le journal de côté de plus en plus pour aller chercher d'autres sources de financement. C'est un véritable problème parce que ce que nous faisons avant tout, c'est du journalisme », affirme-t-elle.

<http://www.radio-canada.ca/regions/manitoba/2012/04/30/002-la-liberte-entrevue-financement.shtml>

1^{er} mai 2012 - Des discussions sont en cours avec Shaw Communications pour distribuer le signal de TFO dans ses territoires de l'Ouest canadien. TFO est actuellement disponible via la câblodistribution de base au Manitoba et dans les autres provinces de l'Ouest via Bell Télé. Les téléspectateurs peuvent soutenir l'expansion proposée et encourager Shaw à distribuer TFO en contactant directement la compagnie au 780-490-3555 ou sur shaw.ca à la rubrique «Contact Us». Par ailleurs, du 26 au 28 avril, TFO a participé au Grand rassemblement de l'éducation en français (GREF) qui se tenait à Edmonton, au Shaw Conference Centre. Le GREF est un congrès pédagogique national qui s'adresse spécifiquement à tous les enseignants et autres intervenants du milieu de l'enseignement de la langue française.

<http://www.lexpress.to/archives/8331/>

1^{er} mai 2012 - L'heure est à la réconciliation dans la communauté de Zenon Park, selon des participants à la consultation sur l'avenir de la fransaskoisie qui s'est tenue lundi soir. La presque totalité d'entre eux a identifié la division de la communauté comme le défi le plus important à relever. Colette Pelchat souligne que la fissure s'est formée dans la période de l'ouverture de l'école francophone Notre-Dame-des vertus à Zenon Park, en septembre 1997. « La division est liée à ce que les familles croyaient être mieux pour leurs enfants : les envoyer à l'école en français ou envoyer leur enfant à l'école d'immersion. », explique-t-elle. L'annonce récente de la fermeture imminente de l'école d'immersion fait dire aux participants à la consultation qu'il est temps de passer à la réconciliation.

<http://www.radio-canada.ca/regions/saskatchewan/2012/05/01/002-consultation-zenon-reconciliation-sask.shtml>

2 mai 2012 - Après une année complète sans présidence, les membres de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) régionale de Saint-Paul ont rectifié le tir, le 24 avril dernier, alors qu'ils ont élu Julie Piquette pour un mandat de deux ans. « Cela fait trois mois que je suis sur le conseil d'administration, à titre de secrétaire-trésorière, et ce défi m'intéresse grandement », a témoigné Mme Piquette quelques minutes après sa nomination, par la trentaine de membres réunis pour l'assemblée annuelle de la régionale dans les locaux temporaires de l'organisme. « Plutôt que de rester à la maison et me dire, ou me plaindre, qu'il n'y a pas assez de choses qui se déroulent, j'ai décidé de m'impliquer », ajoute la Franco-Albertaine originaire d'Edmonton.

<http://www.lefranco.ab.ca/a-lire/en-region/saint-paul/355-aga-de-lacfa-regionale-de-saint-paul-finalement-une-presidente.html>

2 mai 2012 - Depuis les derniers quatre ans, la SANB s'est assuré d'avoir une voix et une plus grande visibilité. Menée par un président combatif et aguerri, la SANB a augmenté sa présence dans divers débats publics. Cette présence accrue était nécessaire et elle l'est toujours. Comme plusieurs Acadiens et Acadiennes, je suis persuadé que nous pouvons passer à la prochaine étape. Il est important de continuer à assurer la présence de la SANB dans plusieurs dossiers d'intérêt public, mais il est également temps de faire évoluer le rôle de la SANB. C'est pourquoi je me présente à la présidence de la SANB. En nous appuyant sur les gains des dernières années, nous pouvons et nous devons augmenter la mobilisation citoyenne, stimuler l'intérêt de la population envers la SANB et augmenter son influence auprès du gouvernement. La SANB peut devenir un acteur incontournable dans la vie politique provinciale.

<http://www.facebook.com/notes/martin-leblanc-rioux/pour-une-sanb-proactive-et-influente/10150844115476117>

2 mai 2012 - Les responsables du projet Accents, une chaîne de télévision francophone au Canada, s'apprêtent à présenter le projet aux autorités de réglementation. La télévision Accents s'adressera aux communautés francophones et acadiennes du pays, particulièrement à l'extérieur du Québec. La chaîne ne produira pas d'émissions. Le directeur du projet, Pierre Touchette, précise que les producteurs des régions francophones fourniront la majorité du contenu. Ce contenu sera généraliste. « Tout sera produit à l'extérieur. Nous, on s'attend d'avoir un bureau avec une trentaine d'employés. Le siège social sera à Ottawa », souligne M. Touchette. Le directeur de la fondation à l'origine du projet, Guy Matte, compte sur le CRTC pour contraindre les câblodistributeurs de distribuer Accents, comme il le fait pour d'autres chaînes spécialisées. « Et le câblodistributeur doit remettre une redevance à cette chaîne de télévision », dit-il. M. Matte évalue cette redevance à 30 millions de dollars par année, pour financer un espace télévisuel qui reflètera les aspirations des francophones du pays. Pierre Bélanger, professeur en communications à l'Université d'Ottawa, n'en est pas convaincu. « Je ne suis pas sûre que c'est un modèle d'affaires qui va ébranler la fibre nationaliste du CRTC », dit-il.

<http://www.radio-canada.ca/regions/atlantique/2012/05/02/007-projet-television-accents-canada.shtml>

3 mai 2012 - Un groupe de parents francophones de la vallée d'Annapolis, en Nouvelle-Écosse, lance une campagne d'information destinée aux jeunes ayant droit à l'éducation en français. Rémi Brisson, l'un des parents qui travaillent pour obtenir cette nouvelle école française, explique qu'elle desservirait les régions de Bridgetown, d'Annapolis, d'Annapolis Royal, de Bear River et de Digby. « Présentement, on est en campagne de recrutement. On passe des annonces. On a développé un dépliant », indique M. Brisson. Ce dépliant rédigé en français et en anglais afin de promouvoir le projet est distribué dans des garderies. M. Brisson explique qu'une série de questions dans ce document aide les parents à déterminer si leur enfant est admissible à l'éducation en français. L'idée est de recruter le plus d'élèves possible. « On est à peu près à 25 enfants de tout âge, entre 5 et 6 ans et pas encore nés. La classe d'âge où on a le plus d'enfants, ce sont des enfants qui ont 3 ans. On a sept enfants dans cette classe d'âge-là », précise M. Brisson.

<http://www.radio-canada.ca/regions/atlantique/2012/05/03/003-campagne-recrutement-ayant-droit-vallee-annapolis-ne.shtml>

3 mai 2012 - L'organisme de financement communautaire franco-manitobain Francofonds a choisi Madeleine Arbez, une professionnelle du marketing et des communications, pour succéder à la directrice générale sortante, Josée Lemoine. Mme Arbez assumera ses fonctions dès le 14 mai. En entrevue à l'émission *Radio-réveil* jeudi, la future dirigeante a exposé ses priorités pour son entrée en fonction, soit le développement de partenariats stratégiques, le perfectionnement de l'attribution des fonds qu'accorde l'organisme et l'augmentation de son capital. « En 2010, Francofonds avait un capital de plus de cinq millions de dollars et avait distribué 108 645 \$ en subventions et en bourses d'études », a-t-elle relaté. L'organisme indique sur son site web qu'il a dépassé en 2011 le montant versé en 2010 en subventions et en bourses, en atteignant plus de 146 000 \$.

<http://www.radio-canada.ca/regions/manitoba/2012/05/03/007-nouvelle-dg-francofonds.shtml>

6 mai 2012 - En raison d'une trop grande représentation des emplois unilingues et bilingues dans la fonction publique du Québec, les régions comme le Saguenay-Lac-Saint-Jean contribuent indirectement à l'anglicisation de la grande région montréalaise, selon le président du Mouvement Québec français, Mario Beaulieu. M. Beaulieu était de passage dans la région, mercredi, en compagnie de Claire Bouchard, représentante régionale de l'organisme, et de Brigitte Claveau, représentante régionale du Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec. S'appuyant sur une étude réalisée par Henri Thibaudin, de l'Institut de recherche en économie contemporaine (IREC),

<http://www.lapresse.ca/le-quotidien/actualites/201205/04/01-4522263-mise-en-garde-du-mouvement-quebec-francais.php>

International - *Francophonie*

2 mai 2012 - Si Corinne Narassiguin est élue dans la première circonscription des Français de l'étranger aux prochaines élections législatives françaises, en juin prochain, elle risque de détonner sur les bancs de l'Assemblée Nationale. Le parlement français est en grande majorité composé d'hommes blancs, de plus de 50 ans. Corinne Narassiguin est une femme, métisse et jeune trentenaire. Originaire de l'île de la Réunion, elle vit à New York depuis plus de 12 ans et détient une carte verte depuis 2002. Titulaire d'un diplôme d'ingénieur, elle travaille pour un groupe de gestion des risques. Candidate dans la circonscription d'Amérique du Nord, elle représente le parti socialiste, ainsi que le parti écologiste (Europe Écologie – les Verts) d'où son suppléant Cyrille Giraud est issu.

<http://www.lemetropolitain.com/nouvelles.asp?nID=16457>

International – *Minorités linguistiques*

3 mai 2012 – Espagne : Nationalist councilors demand the local authorities of Chantada to be able to provide any service in Galician when required by Chantada's citizens at the town hall. The claim implies both the use of Galician orally and in writing.

<http://www.observatoriodalinguagalega.org/?q=node/19103>

3 mai 2012 – Espagne : The organization Initiative in Favour of Asturian has called to take part in the Demonstration for the Official Status, in Oviedo. This protest campaign, which takes place on the occasion of the Asturian Literature Day, has been organised for decades by the Committee in Defense of the Asturian Language.

<http://www.observatoriodalinguagalega.org/?q=node/19097>

30 avril 2012 – Nouvelle-Zélande : When a group of Kerikeri youngsters feared for the survival of their language, they didn't just wring their hands and say it was too big a problem to solve on their own. Instead, they set about doing what they could to save te reo Maori in their own community - and that three-year effort has won them a chance to represent New Zealand at an international problem-solving contest in the United States. The six Kerikeri High School pupils - Breeze Durham, Tamiana Iorangi, Savanah Peters-Heihei, Rawiri Webb, Caleb Wilson and Jasmin Winikerei - say their town is only nine per cent Maori, according to the 2006 census, and just 3 per cent speak the language fluently.

<http://www.northernadvocate.co.nz/news/language-campaigners-to-represent-nation-in-us/1362380/>

2. MOBILISATION DES SAVOIRS COMMUNAUTAIRES

Canada – *Français*

30 avril 2012 - L'érosion du français, au Québec et ailleurs au pays se poursuit dans l'indifférence générale. Les multiples interventions médiatiques et judiciaires d'un noyau de personnes conscientes et engagées, qui s'épuisent à défendre et à promouvoir la langue et la culture françaises, donnent parfois l'impression d'une levée de boucliers... mais qu'en est-il réellement ? Sous la surface, c'est malheureusement le calme plat. Depuis une semaine, des manchettes se succèdent, chacune d'entre elles levant le voile sur un dossier linguistique qui devrait intéresser l'ensemble de la population. C'est une semaine comme les autres. Ni pire, ni meilleure. Nous avons appris, coup sur coup, que : ? l'affichage unilingue anglais fleurit à Rockland en violation du règlement municipal ;

<http://www.lapresse.ca/le-droit/opinions/editoriaux/pierre-allard/201204/29/01-4520146-nes-pour-un-petit-pain.php>

3 mai 2012 - Les écoles françaises de la Nouvelle-Écosse participent au Défi Pierre Lavoie. Environ 2600 élèves du primaire vont tenter d'améliorer leurs habitudes de vie en activités physiques et en alimentation. Régis Bélanger, enseignant en éducation physique à l'école Beaubassin, à Halifax, remarque chez les jeunes une tendance qui le décourage. « La santé de nos jeunes présentement décline énormément. On a un taux d'obésité, un taux de sédentarité. On a des maladies nouvelles qui apparaissent, comme le diabète de type 2. On est obligé un peu de resserrer les normes par rapport aux tests physiques qu'on doit passer. On les baisse parce que nos jeunes ne sont plus capables d'atteindre les standards », explique M. Bélanger. Pour changer les choses, Régis Bélanger a décidé d'inscrire la Nouvelle-Écosse au Défi Pierre Lavoie. Lancé il y a quatre ans, ce mouvement fait la promotion de saines habitudes de vie chez les jeunes.

<http://www.radio-canada.ca/regions/atlantique/2012/05/03/007-ecoles-defi-pierre-lavoie-nouvelle-ecosse.shtml>

International – *Francophonie*

26 avril 2012 – Belgique : La population de la périphérie flamande de Bruxelles continue de s'internationaliser, ce qui entraîne un recul de la pratique du néerlandais. Au 1er janvier 2011, la périphérie était peuplée de 108.000 étrangers, représentant 114 nationalités différentes, soit 27 % de sa population. C'est le double d'il y a vingt ans, selon une étude du gouvernement flamand présentée jeudi à la Maison provinciale de Louvain. Le ministre régional en charge de la Périphérie flamande, Geert Bourgeois (N-VA), attribue cette évolution à la proximité de Bruxelles, « où 61,6 % de la population est d'origine étrangère » selon lui. L'emploi des langues en périphérie s'en ressent : 28 % des élèves de l'enseignement néerlandophone ne parlent pas le néerlandais à la maison. Et le néerlandais n'est parlé que dans 37 % des familles ayant un enfant bénéficiant des services de Kind en Gezin, l'équivalent flamand de l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE). Un tiers (33 %) d'autres familles parlent le français et les 30 % restant une autre langue.

http://archives.lesoir.be/le-neerlandais-recule-en-peripherie-bruxelloise_t-20120426-01X8FK.html?query=langue&queryor=langue&firstHit=30&by=10&when=-1&sort=datedesc&pos=39&all=35688&nav=1

3 mai 2012 – Belgique : Les expats boudent le néerlandais, non à cause d'une allergie à la langue de Vondel mais parce qu'ils rejettent les mesures édictées par le Nord pour imposer à tout prix l'unilinguisme flamand. Le constat n'émane pas du centre d'études des FDF mais de Rudi Janssens, professeur à la Faculté de philo et lettres de la VUB et chercheur au Brio (Brussel informatie en onderzoek centrum). Les expatriés vivant en Belgique se concentrent en très grande majorité à Bruxelles et dans sa proche périphérie située sur le sol flamand. Ces « Bruxpats » ou eurocrates comme on les appelle aussi ont quitté leur pays pour travailler dans la capitale de l'Europe au sein d'organisations internationales, de services diplomatiques, d'entreprises dont le siège est établi à Bruxelles ou comme représentants de régions d'Europe, d'ONG, de médias... Ils sont près de 190.000 à Bruxelles, 50.000 en périphérie.

http://archives.lesoir.be/langues-pour-l-integration-la-belgique-figure-en_t-20120503-01XHT3.html?query=langue&queryor=langue&firstHit=10&by=10&when=-1&sort=datedesc&pos=10&all=35688&nav=1

International – *Minorités linguistiques*

30 avril 2012 – Malaisie : Dying languages and dialects -- it may not be a serious concern in this country at the moment, or at least I hope so. Malaysians still speak their mother tongues frequently. Therefore, indigenous languages or dialects here should not face any immediate danger of going extinct. But after recent observations coupled with personal experiences, I have learned that more people today seem to prefer a more "standard" language for everyday communication, even at home. This is true for many Chinese Malaysians these days, especially with the younger generation. Family members, regardless of their Hokkien, Hakka, Cantonese, Teochew or Hainanese heritage, speak to each other at home in Mandarin, which is now the "standard" Chinese language.

<http://www.nst.com.my/streets/northern/dump-the-dialect-and-face-possible-extinction-1.79000#ixzz1u1jzq0GZ>

4 avril 2012 – Philippines : PORAC, Pampanga (AFP) - Arnel Valencia felt humiliated at school when he was barred from using the language he spoke at home, part of a decades-long pattern of linguistic destruction across the Philippines. "Stop talking like a bird. You should use English or the national language," Valencia, now 39 and a village elder, said his first-grade teacher told him. Valencia belongs to a small mountain tribe called Ayta Magindi that has for centuries inhabited the bone-dry, sparsely forested Zambales mountains just 3 hours' drive from the nation's megacity capital, Manila. There are only 3,000 tribe members left living in and around the small sugar farming town of Porac, guardians to one of the dozens of little-known languages in the Southeast Asian archipelago that are under dire threat. The Philippines, with 95 million people, is home to 175 languages, but some of them have just a few speakers left while others are already considered extinct because there are no more people at all who converse in them.

<http://www.rappler.com/nation/4537-a-long-fight-begins-to-save-philippine-languages>

4 mai 2012 – Espagne : It is widely known that the Galician language has a minority presence in the commercial cinemas. However, an analysis made from the agenda data of the portal AVG of Culturagalega.org shows that this language reaches an anecdotal representation in the alternative circuits as well.

<http://www.observatoriodalinguagalega.org/?q=node/19125>

3. RELATIONS COMMUNAUTÉ– AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES

Ontario – Francophonie

2 mai 2012 - Un évènement sur l'heure plutôt discret, limité aux journalistes, dignitaires et employés, a eu lieu le vendredi 20 avril à Mississauga. Ses retombées, par contre, toucheront des dizaines de milliers de gens pour les décennies à venir : l'inauguration officielle de l'Équipe de Santé familiale (ÉSF) Credit Valley a donc été la pierre de touche finale à un long processus. Un terme à un combat qui aura tenu en haleine les francophones de Halton et Peel qui ne demandaient qu'à faire respecter leurs droits. Vingt ans de demandes répétées auxquelles François Boileau, commissaire aux services en français, a tenu à rendre hommage en gratifiant l'inauguration de sa présence. Louise Smith, directrice exécutive de l'ÉSF Credit Valley, et David Clarkson, président et médecin-chef, se sont échangé la parole en début d'une présentation offerte dans les deux langues officielles. Après l'accueil et les présentations d'usage, Mme Smith a esquissé en quelques mots les besoins auxquels l'Équipe répond maintenant. « Notre vision a été d'être un modèle de santé interdisciplinaire », a-t-elle relaté, alors que M. Clarkson y est allé d'un bref historique du processus administratif ponctué d'anecdotes personnelles.

<http://www.laction.ca/nouvelles.asp?nID=16465>

Canada – Francophonie

1^{er} mai 2012 - Le gouvernement Harper n'a pas respecté la Loi sur les langues officielles en nommant l'anglophone unilingue Michael Ferguson au poste névralgique de vérificateur général, révèle un rapport du commissaire aux langues officielles obtenu en exclusivité par *La Presse*. «Le Bureau du Conseil privé du Canada [qui a recommandé le candidat] n'a pas respecté ses obligations en vertu de la Loi», écrit le commissaire dans un rapport préliminaire d'enquête sévère, daté du 30 avril.

<http://www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/politique-canadienne/201204/30/01-4520555-ottawa-blame-par-le-commissaire-aux-langues-officielles.php>

2 mai 2012 - Les néodémocrates en ont marre de voir des unilingues nommés aux postes d'agents du Parlement. Afin d'y mettre un terme, ils veulent que la maîtrise des deux langues officielles soit carrément loi. La nomination de l'anglophone Michael Ferguson comme vérificateur général, l'automne dernier, a été la goutte qui a fait déborder le vase, d'autant plus qu'elle enfreignait la Loi sur les langues officielles, tranche le commissaire dans un rapport préliminaire. « La possibilité que les agents du Parlement fassent la présentation de leurs rapports dans une seule langue [...] ne constituerait pas un service de qualité égale dans les deux langues officielles », conclut Graham Fraser dans une ébauche datée du 30 avril et qui fait suite à des mois de critiques de la part de l'opposition et du public. La maîtrise des deux langues est essentielle, et dès le début du mandat, insiste-t-il.

<http://www.ledevoir.com/politique/canada/348990/la-nomination-d-un-vg-exclusivement-anglophone-contrevenait-a-la-loi>

2 mai 2012 - Le projet de loi néo-démocrate visant à faire du bilinguisme un critère obligatoire pour 10 postes clés du Parlement ne fait pas l'unanimité au sein du gouvernement. Évoquant un « très bon projet de loi », le ministre d'État à la Petite Entreprise et au Tourisme, Maxime Bernier a accueilli avec enthousiasme le projet de loi C-419, rédigé par le porte-parole du Nouveau Parti démocratique en matière de langues officielles, Yvon Godin, et déposé mardi par la députée québécoise Alexandrine Latendresse. « Je peux vous dire que personnellement, je vais l'appuyer, et je souhaite bien que mon gouvernement l'appuie », a déclaré le député de Beauce à son entrée au caucus. Comme « on est dans un pays bilingue », a-t-il expliqué, les agents du Parlement devraient selon lui parler les deux langues officielles dès leur entrée en fonction.

<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2012/05/02/007-bilinguisme-conservateurs-divisions.shtml>

2 mai 2012 - La FCFA accueille très favorablement le projet de loi sur les compétences linguistiques présenté par le député d'Acadie-Bathurst Yvon Godin. Ce projet de loi vise à rendre la maîtrise des deux langues officielles obligatoire pour dix postes d'agents du Parlement, dont ceux de vérificateur général, de directeur général des élections, de commissaire aux langues officielles et de président de la Commission de la fonction publique.

<http://www.fcfa.ca/>

3 mai 2012 - Un député libéral franco-ontarien claque la porte du Comité permanent des langues officielles en raison du climat de partisanerie qui y régnerait depuis l'élection d'un gouvernement conservateur majoritaire. Mauril Bélanger ne croit plus à l'utilité des travaux du Comité dans sa forme actuelle. Il reproche aux conservateurs de manquer de sens critique et de s'en tenir aux lignes de leur parti. Le député d'Ottawa Vanier qualifie même le climat du Comité de « partisan ». Mauril Bélanger se dit surtout inquiet de l'évaluation de la feuille de route du Comité permanent des langues officielles. « Ils ne sont pas capables de se critiquer », dit-il, en parlant des députés du Parti conservateur. D'après le député, le rapport du Comité sera élogieux et partisan.

<http://www.radio-canada.ca/regions/Ontario/2012/05/03/006-depart-mauril-belanger-comite-langues-officielles.shtml>

3 mai 2012 - Surprise de taille au 16e congrès national de l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC), jeudi matin. L'unilingue anglophone de l'Ouest canadien, Robyn Benson, a succédé au président sortant John Gordon, après avoir été élue au troisième tour de scrutin. Elle guidera dorénavant les rênes de l'un des plus importants syndicats au pays, qui regroupe plus de 172 000 membres, dont plusieurs dizaines de milliers de francophones à travers le pays. Mme Benson l'a emporté avec une avance considérable de 117 votes devant la vice-présidente exécutive nationale, Patty Ducharme. Cette dernière était la grande favorite pour succéder à M. Gordon, qui prend sa retraite au terme de deux mandats de trois ans. Plusieurs délégués n'ont d'ailleurs pas caché leur surprise à l'annonce des résultats à chacun des trois tours.

http://www.lapresse.ca/le-droit/politique/fonction-publique/201205/03/01-4521579-une-unilingue-anglophone-a-la-tete-des-fonctionnaires-federaux.php?utm_categorieinterne=traficdrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_B9_politique_1837445_section_POS2

3 mai 2012 - Maxime Bernier fait cavalier seul au gouvernement en ce qui a trait à l'idée d'exiger que les agents du Parlement, comme le vérificateur général, soient bilingues dès qu'ils entrent en poste. Le ministre responsable du dossier, James Moore, estime quant à lui que le geste est inutile.

<http://www.ledevoir.com/politique/canada/349095/bilinguisme-obligatoire-les-conservateurs-divises>

3 mai 2012 - Après s'y être opposé catégoriquement 24 heures plus tôt, le ministre du Patrimoine, James Moore, a montré une certaine ouverture vis-à-vis d'un projet de loi du NPD qui ferait du bilinguisme un critère d'embauche obligatoire à certains postes clés du Parlement, tel celui de vérificateur général. Mercredi, le responsable des langues officielles du gouvernement Harper a affirmé qu'il était en désaccord avec l'initiative de l'opposition officielle. Mais questionné par le député néo-démocrate Yvon Godin en comité parlementaire, jeudi matin, il a nuancé ses propos. «Le gouvernement n'a pas encore pris position sur votre projet de loi, a-t-il déclaré. Ma réaction d'hier, c'était qu'on peut accomplir ce que vous désirez accomplir avec votre projet de loi sans une loi. Mais on va voir.»

<http://www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/politique-canadienne/201205/03/01-4521625-projet-de-loi-sur-le-bilinguisme-moore-nuance-ses-propos.php>

4 mai 2012 - Il faut admirer le courage de ceux qui persistent à vouloir assurer le respect de la langue française au sein des institutions fédérales canadiennes. Après une année complète de médecine conservatrice à Ottawa, la francophonie institutionnelle semble amorcer une longue et pénible agonie. Que des lutteurs tenaces comme Mauril Bélanger soient frustrés au point de vouloir s'éloigner quelque peu du dossier des langues officielles ne surprend guère dans le climat actuel. Les néo-démocrates, encore novices dans leur rôle d'opposition officielle, n'ont sans doute pas atteint ce niveau de désillusion. Mais ça viendra. Après avoir tenté sans succès, pendant des années, d'obliger le gouvernement Harper à nommer des juges de la Cour suprême qui peuvent s'exprimer et comprendre sans interprète le français et l'anglais, voilà qu'ils récidivent avec une demande similaire pour les agents du Parlement. Leur plus récente initiative, à moins d'un miracle, subira le sort des précédentes.

<http://www.lapresse.ca/le-droit/opinions/editoriaux/pierre-allard/201205/04/01-4521966-encore-et-encore.php>

4 mai 2012 - Le député fédéral de la circonscription d'Acadie-Bathurst, Yvon Godin, croit que les francophones du Canada n'ont pas à faire de compromis sur des droits qui selon lui leur sont déjà acquis.

<http://www.capacadie.com/actualites/2012/5/4/yvon-godin-refuse-le-compromis-en-matiere-de-bilinguisme>

5 mai 2012 - Le gouvernement Harper a glissé de manière spectaculaire sur une pelure de banane linguistique, cette semaine, gracieuseté du député néo-démocrate du Nouveau-Brunswick Yvon Godin. M. Godin a déposé un projet de loi visant à faire du bilinguisme un critère d'embauche pour 10 hauts fonctionnaires du Parlement, dont le vérificateur général, le directeur général des élections, le commissaire aux langues officielles, entre autres. L'objectif du projet de loi est d'éviter que le gouvernement Harper nomme un autre haut fonctionnaire du Parlement qui ne parle pas français, comme lorsqu'il a nommé Michael Ferguson au poste de vérificateur général l'automne dernier. Conscient de l'importance des questions linguistiques au Québec, le ministre d'État aux petites et moyennes entreprises, Maxime Bernier, s'est empressé mercredi de donner son appui au projet de loi du NPD qui sera débattu l'automne prochain

<http://www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/politique-canadienne/201205/05/01-4522395-une-pelure-de-banane-linguistique-pour-harper.php>

International – *Minorités linguistiques*

29 avril 2012 – Hongrie : The secretary general of the Democratic Alliance of Hungarians in Romania (UDMR), Péter Kovács, said that his party hopes to make Hungarian an official language in some areas of Transylvania. He named the counties of Bihor, Satu Mare and Salaj (all three in western Transylvania, bordering Hungary) as some of the places where Magyar should be official.

<http://www.observatoriodalinguagalega.org/?q=node/19035>

29 avril 2012 – Kazakhstan : Kazakhstan President, Nursultan Nazarbayev, considers that the state language issue should not be a subject of political speculations. He also drew attention to the need to promote learning of foreign languages as well.

<http://www.observatoriodalinguagalega.org/?q=node/19029>

30 avril 2012 – Philippines : Up to 50 of Philippines native languages could be lost within 20 years, according to Artemio Barbosa, anthropologist at the Philippine National Museum. The Department of Education will implement from the start of the new academic year a new mother-tongue education plan, for which 12 of the most widely used languages will replace English and Filipino as the language of instruction.

<http://www.observatoriodalinguagalega.org/?q=node/19058>

30 avril 2012 – Espagne : The Balearic Minister of Education, Culture and Universities, Rafael Bosch, has informed that the Consultative Council of the Balearic Islands has approved the free choice of the teaching language in the process of entry and registration of students.

<http://www.observatoriodalinguagalega.org/?q=node/19043>

1^{er} mai 2012 – Inde : MLA Raghupathy Bhat insisted that seniors belonging to Tulunadu culture and tradition should make it a point to converse in Tulu language with children to prevent the language from diminishing. Speaking at the inaugural ceremony of ‘Tuluva Siri - Ponnu Ponjovu Kuto’ organised jointly by Karnataka Tulu Sahitya Academy and Siri Tuluva Chavadi, Udupi, he said these days the unadulterated form of Tulu language is rarely spoken as the language is polluted by absorbing words from different languages like English, Kannada and Hindi. Hence, there should be an attempt to speak pure Tulu without connecting words from different languages. Besides, attempts should be made to uphold and propagate the culture and tradition of Tulunadu. Children should be told about the rich food culture that prevailed in Tulunadu, he said and added that studies should be carried out regarding Tulu manuscripts and volumes rather than sanctifying them. Consecration of manuscripts and ancient books results in making people ignorant about the affluent Tulunadu legacy, he said.

<http://www.deccanherald.com/content/246266/speak-tulu-save-language.html>

3 mai 2012 – Espagne : INTERVIEW. Miguel Martínez Tomey, Chunta Aragonesista responsible for European Affairs, says European institutions are “receptive” and “concerned about the Aragonese linguistic problem” · CHA opposes PP's policy of limiting the public role of both languages in their traditional territories. The slight improvement that the Law on the Languages of Aragon of 2009 meant for Catalan (in the Franja) and Aragonese (in the Pyrenees) is being threatened by the will of the Popular Party (PP, Spanish conservatives) to terminate some of its provisions. Chunta Aragonesista (CHA, Aragonese progressives) is taking the case to the European institutions. A conversation with Miguel Martinez Tomey, CHA responsible for European Affairs.

<http://www.nationalia.info/en/news/1118>

4 mai 2012 – Maroc : The Berber language or “amazigh”, spoken by almost a third of the Moroccan population has not find its place in the institutions yet, according to the stir caused after a member of parliament used it for a parliamentary question.

<http://www.observatoriodalinguagalega.org/?q=node/191227>

4 mai 2012 – Chili : The initiative of intercultural education, a unique program in Chile that started in 2011, has allowed the recovery of the ancient traditions of the Easter Island.

<http://www.observatoriodalinguagalega.org/?q=node/19119>

4 mai 2012 – Espagne : The network of bilingual schools covers the whole region of Murcia. For the next academic year there will be 122 state and private schools which will be able to speak English to their students at primary education. The Ministry of Education in Murcia has chosen thirty new schools, eight of which are private, which will join the programme in September.

<http://www.observatoriodalinguagalega.org/?q=node/19116>

4. RELATIONS INTRACOMMUNAUTAIRES

Canada – Francophonie

28 avril 2012 - Les villes se distinguent par leur identité. Jérusalem est indissociable de la religion. Paris est empreinte de romantisme. Berlin est reconnue pour sa tolérance. Et Montréal se démarque par la cohabitation harmonieuse de ses deux principales communautés linguistiques qui, ensemble, forgent sa singularité. Or les relations entre francos et anglos sont actuellement mises à mal dans la métropole. Les premiers sentent leur langue de plus en plus menacée, tandis que les seconds déplorent sur les réseaux sociaux, dans les blogues et les journaux, parfois avec véhémence, faire les frais de ce durcissement linguistique. Pourtant, l'un a bien peu à voir avec l'autre... Vrai, le français est menacé par l'anglais dans certaines institutions. Le français peine parfois à conserver sa prédominance dans le milieu de travail. Les raisons sociales des multinationales minent le visage français du centre-ville. L'exode en banlieue des francophones dilue leur force sur l'île au moment où le nombre d'allophones augmente.

<http://www.lapresse.ca/debats/editoriaux/francois-cardinal/201204/27/01-4519709-vivre-together.php>

5. RELATIONS COMMUNAUTÉ – SECTEUR ACADÉMIQUE

Ontario – Francophonie

1^{er} mai 2012 - Le Conseil des gouverneurs de l'institution a adopté une résolution pour obtenir de la province une reconnaissance partielle en vertu de la Loi 8. Avec cette désignation, une trentaine de programmes de langue française seraient protégés. Certains pourraient être éliminés si aucun étudiant ne s'y inscrit pendant plusieurs années. L'autre institution bilingue de la province, l'Université d'Ottawa, étudie toujours la possibilité de demander une désignation en vertu de la Loi sur les services en français.

http://www.radio-canada.ca/regions/Ontario/2012/05/01/010-universite_laurentienne-loi_8-resolution.shtml

1^{er} mai 2012 - Chère Université d'Ottawa, Honte, désillusions, désenchantements, déception. Ce ne sont que quelques mots qui nous viennent à l'esprit en ce moment. Votre inaction sur le dossier de la désignation en vertu de la Loi sur les services en français (LSF) échappe à tout bon sens. Cette histoire est devenue ridicule. Vous êtes la risée de ministres, de la presse nationale, des professeurs et des experts reconnus dans le monde entier, et enfin par un corps étudiant comportant plusieurs dizaines de milliers de francophones et de francophiles. Vous vous amusez à vous vanter de votre «prestige», cependant, ce prestige n'est qu'un écran de fumée cachant un manque honteux de courage et de leadership.

<http://tagueule.ca/2012/05/01/lettre-ouverte-a-luniversite-dottawa/>

1^{er} mai 2012 - Dans le cadre du 25^e anniversaire de la Loi sur les services en français (LSF), la Cité collégiale a entrepris en novembre dernier une évaluation des tenants et aboutissants d'une désignation du collègue en vertu de la LSF. L'étude vient d'aboutir. Au terme de cette évaluation, le conseil d'administration du Collège s'est donc engagé par résolution dans un processus de désignation en vertu de la LSF, qui lui permettra d'acquérir une meilleure protection juridique à l'égard de ses programmes et services, tout en maintenant son autonomie actuelle en matière de gestion de ses cours et programmes d'études. Créée en 1989, soit trois ans après l'adoption de la LSF, la Cité collégiale a comme mandat d'offrir aux francophones de l'Ontario une formation collégiale de qualité, en français. Dans les faits, tous ses cours et programmes d'études postsecondaires sont offerts en français exclusivement. Donc à priori, la nécessité de se soumettre à une telle désignation ne semblait pas être requise.

<http://www.lexpress.to/archives/8347/>

2 mai 2012 - Alors que le journal LeDroit annonçait dans son édition d'hier que l'Université d'Ottawa demandera la désignation en vertu de la Loi sur les services en français (LSF), l'institution universitaire reste prudente dans ses déclarations. « Cette annonce est un peu prématurée. Le processus de consultation n'est pas terminé et aucune décision n'est prise », a commenté le vice-recteur aux ressources intérimaire, Denis Cossette. Ce dernier confirme toutefois que le dossier avance depuis la première rencontre avec le commissaire aux services en français, François Boileau, fin janvier. « Cette première rencontre nous a permis de préparer notre projet de règlement pour encadrer la désignation. Nous voulons nous assurer de développer un règlement robuste et flexible par rapport à l'évolution future de l'université ».

<http://www.expressottawa.ca/Actualit%C3%A9s/2012-05-02/article-2969386/LUniversite-dOttawa-reste-prudente/1>

2 mai 2012 - Déclaration de l'AFO sur les demandes de désignations en vertu de la loi sur les services en français de l'Université d'Ottawa, l'Université Laurentienne, l'Université de Hearst et la Cité Collégiale. Ottawa, le 2 mai 2012- Suite aux annonces faites sur les désignations en vertu de la Loi sur les services en français (LSF) demandées par les quatre établissements postsecondaires de l'Ontario, le président de l'AFO, Denis Vaillancourt a fait la déclaration suivante : « Cela fait de nombreuses années que l'AFO souhaite ces désignations. Aujourd'hui nous assistons à une avancée significative et je tiens à féliciter toutes les instances gouvernantes pour leur courage politique et leur leadership. »

http://www.monassemblee.ca/user_files/users/22/Media/cq%20de%20presse%20AFO-universits%C3%A9-mai%202012.pdf

Canada – Francophonie

30 avril 2012 - Le Conseil des écoles fransaskoises (CEF) a de la difficulté à trouver des orthophonistes, des ergothérapeutes ou des psychologues francophones capables de soigner les élèves qui ont des besoins particuliers. Une cinquantaine d'enfants francophones sont sur une liste d'attente pour obtenir un diagnostic. « Ceci met nos jeunes et leurs familles à risque », déclare Frankie LaClare, directrice adjointe de l'éducation CEF. Le conseil scolaire a donc recours à quelques sociétés privées avec lesquelles il a signé des contrats, mais qui ne répondent pas à tous les besoins des enfants, souligne Mme LaClare. Les parents trouvent d'autres moyens. Une mère de famille, Hortense Nsoh Tabien, a cherché sans succès un spécialiste francophone pour aider son fils à surmonter ses problèmes de langage apparus dès l'âge de deux ans.

<http://www.radio-canada.ca/regions/saskatchewan/2012/04/30/006-enfants-besoins-particuliers.shtml>

3 mai 2012 - Plus de 700 professionnels de l'enseignement se sont réunis à Edmonton, du 24 au 26 avril dernier, pour discuter d'éducation en français. Une occasion de partager ses connaissances et d'en apprendre sur les technologies. Des enseignants francophones de partout au pays étaient de passage à Edmonton, question d'échanger et d'acquérir de nouvelles stratégies en éducation. Le fait français était à l'honneur lors de la rencontre ainsi que le multimédia. Le Grand rassemblement de l'enseignement en français (GREF) est le deuxième de ce genre, organisé, entre autres, par la Fédération nationale des conseils scolaires francophones. Le thème de cette année, L'éducation francophone pour la génération APP, portait sur comment les enseignants doivent s'adapter à l'ère des technologies.

<http://www.aquilon.nt.ca/Article/L-ecole-communautaire-citoyenne-du-reve-a-la-realite-201205031249/default.aspx#article>

5 mai 2012 - Du 7 au 11 mai prochain, à l'occasion de la 80e édition du congrès de l'Association francophone pour le savoir (Acfas), près de 5000 scientifiques et curieux seront réunis au Palais des congrès de Montréal. S'articulant sur le thème « Parce que j'aime le savoir », l'événement sera largement axé sur la nécessité d'enrichir le dialogue entre la communauté scientifique et la population. « "Parce que j'aime le savoir ", c'est un thème qui peut se décliner de deux façons, avance d'emblée M. Pierre Noreau, président de l'Acfas. Il peut s'agir de l'amour du savoir, de la connaissance, de la science, mais c'est aussi l'expression de la curiosité de la personne qui veut en savoir plus, qui désire être informée au sujet de la société dans laquelle elle vit et va vivre. Ce que nous avons voulu soulever, avec ce thème à double sens, c'est la nécessité de dialoguer davantage, de multiplier les ponts entre les chercheurs et la population. »

<http://www.ledevoir.com/societe/education/349124/il-faut-informer-davantage>

5 mai 2012 - Le 15 juin 1923, des médecins, des professeurs et des chercheurs se réunissent au Cercle universitaire, situé au 191, rue Saint-Hubert, à Montréal. De cette rencontre de l'intelligentsia scientifique québécoise de l'époque naîtra l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, l'Acfas. Si le fonctionnement et les activités de l'Acfas demeurent les mêmes pendant de nombreuses années, essentiellement centrés sur la tenue d'un congrès annuel, dont on célèbre cette année la 80e édition, l'arrivée du nouveau millénaire force l'organisation à rectifier le tir. Si elle conserve l'acronyme « Acfas », elle modifie son nom, qui devient l'Association francophone pour le savoir, reflétant en cela le fait que son rayonnement a maintenant dépassé les frontières québécoises et même canadiennes.

<http://www.ledevoir.com/societe/education/349126/il-y-a-89-ans-des-professeurs-et-des-chercheurs-se-rencontraient-au-cercle-universitaire>

International – *Minorités linguistiques*

30 avril 2012 – Australie : It's hoped an adult language course at Menindee will help reinvigorate a lost Aboriginal language. The Menindee Central School is running weekly Paakantji classes for adults, starting tonight. The school has taught Paakantji to its students for the past four years. Teacher, Kayleen Kerwin, said teaching the adults is an important way to make sure the language survives. "As you all know, we lost that language years ago," she said. "So bringing it back and with the understanding of their adults, and because we're also teaching their students as well, so they've got a bit of understanding of what we're teaching their kids. "So that's really important that we get the adults in to make it clear to them how important language is." Ms Kerwin said the classes will be similar to those currently taught to the school's year 7 and 8 students.

<http://www.abc.net.au/news/2012-04-30/hopes-for-revival-of-an-aboriginal-language/3980158/?site=indigenous&topic=latest>

2 mai 2012 – Fiji : THE indigenous Fijian language, culture, and tradition are being endangered as never before, according to the University of Fiji's Centre for iTaukei Studies director Master Joji Uluinakauvadra. While officially launching the university's Diploma in the Teaching of the Fijian Language program at the Saweni Campus on Monday, Mr Uluinakauvadra said iTaukei culture, language and tradition were being hit by winds of change as never before. He said while the English and Hindi languages had developed solid foundations, including written records over a very long period of time, the iTaukei language was not as fortunate and still evolving.

<http://www.fjtimes.com/story.aspx?id=2000784>

6 mai 2012 – Nouvelle-Zélande : From time to time, an academic or educator will come out and call for Maori to be taught as a compulsory subject in our schools. Typically, the academic or educator is Maori themselves and the story provokes intense debate among those who think it's pointless learning a "dead" language that has no currency abroad and those who believe learning another language at an early age is great for stimulating a young child's brain, and that it makes perfect sense to learn the language of your own country.

http://www.nzherald.co.nz/nz/news/article.cfm?c_id=1&objectid=10803858

5. RELATIONS COMMUNAUTÉ – SECTEUR JURIDIQUE

Canada – *Francophonie*

4 mai 2012 - Le Conseil scolaire fransaskois (CSF) réclame 3,7 millions de dollars auprès du ministère de l'Éducation afin de répondre aux besoins financiers des écoles francophones de la Saskatchewan. Les fonds serviraient à clore l'année scolaire, à financer celle de 2012-2013 et à rénover l'école de Lloydminster. Un fonds de prévoyance serait également instauré. « Le Conseil scolaire a l'obligation constitutionnelle de fournir aux élèves l'accès à une éducation équivalente à celle offerte dans les écoles des systèmes séparé et public. Le plus récent budget provincial ne fournit pas le financement nécessaire », déclare le CSF par voie de communiqué. Le dernier budget provincial accorde 24 millions de dollars au Conseil des écoles fransaskoises (CEF) en 2012-2013, soit 2 millions de dollars de moins que l'année précédente. Roger LePage, le conseiller juridique du CEF, affirme que la formule de financement établi par la province ne permet pas au CEF de répondre à ses besoins grandissants.

<http://www.radio-canada.ca/regions/saskatchewan/2012/05/04/006-poursuite-csf-education.shtml>

Internationale – *Minorités linguistiques*

4 mai 2012 – Espagne : The Spanish Supreme Court has overturned the minimum number of eight students which had established the regional Government to offer the teaching of Asturian in secondary education.

<http://www.observatoriodalinguagalega.org/?q=node/19113>